

L'économie sociale et solidaire (ESS), lignes pour l'innovation et la solidarité

Xavier BOOS, correspondant à l'économie sociale - Préfecture de Région

Plan d'intervention

1) L'Economie sociale et solidaire, de quoi s'agit-il ?

la place de l'entrepreneuriat social

2) Fausses idées et vrais enjeux pour le devenir de l'ESS

3) Des 7 défis de l'ESS pour le management et la conduite de projet

ou des 7 leviers de l'appartenance au champ de l'ESS

défis	questions	réponses
téléologique	au nom de quoi ?	par les valeurs
stratégique	vers quoi tendre ?	selon une vision partagée - rassembleur
organisationnel	comment faire ?	ensemble (fédé-mut)
démocratique	qui décide et comment ?	de façon participative
éducatif	au profit de quoi ou de qui ?	dans le respect de chacun
médiatique	par quelle valorisation ?	pour le développement humain
territorial	quelle retombée locale ?	ancrage et réseautage

Pour en savoir plus

Ouvrages

- ✓ JEANTET Th., L'économie sociale et solidaire. La Documentation Française, 2005.
- ✓ PRADES J. et COSTAS-PRADES B., L'économie solidaire - Prendre sa vie en main. Ed. ELAN « Les essentiels », 2005, 64 p.
- ✓ DEMOUSTIER D., L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement. Syros, La Découverte, 2001
- ✓ Voir aussi la monographie réalisée dans la plupart des régions par l'INSEE sur la situation de l'ESS en région et son poids stratégique.

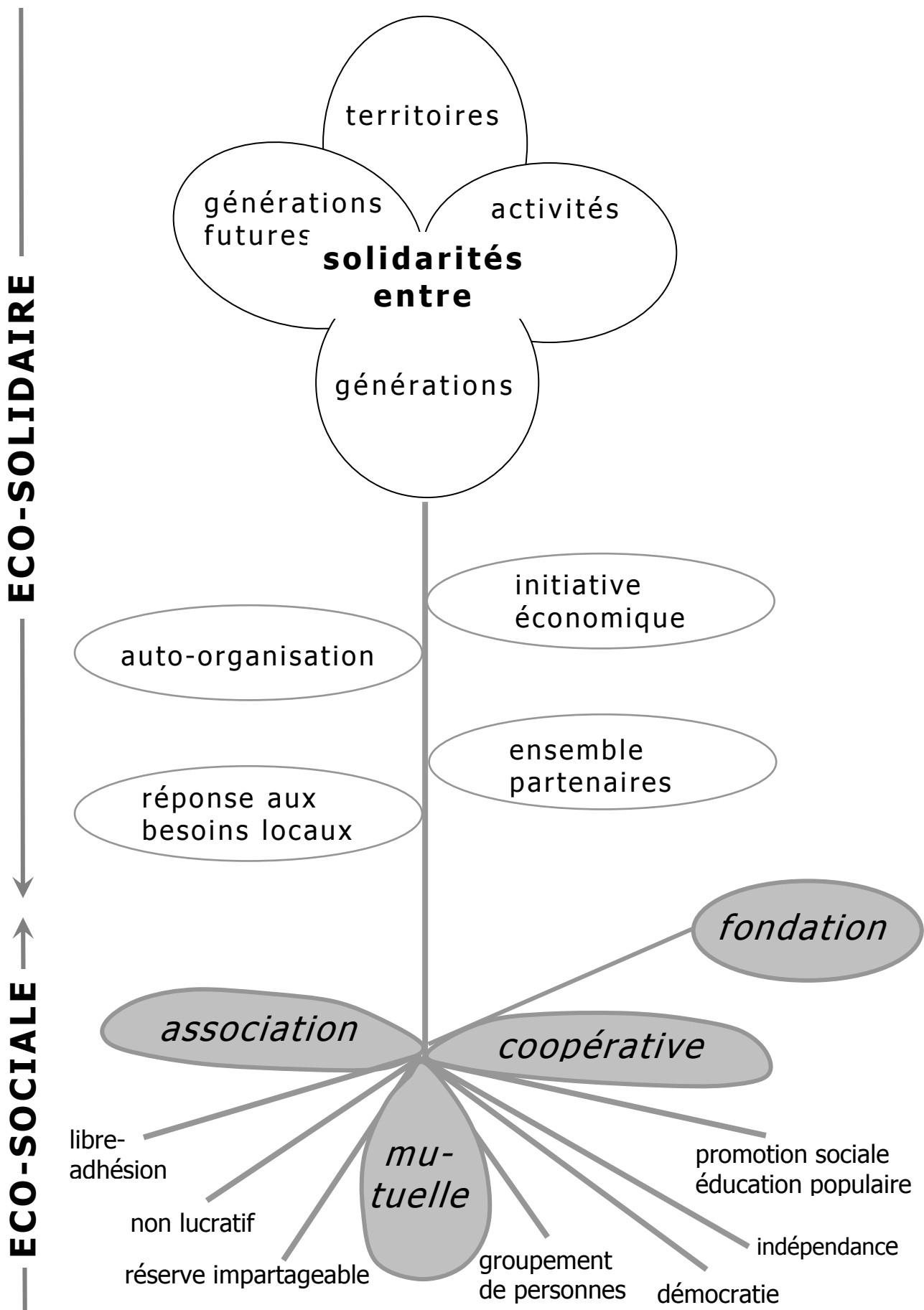
Revues

- ✓ Alternatives économiques, en particulier les guides pratiques comme L'insertion au service de l'emploi - n°30, septembre 2007
- ✓ Politis

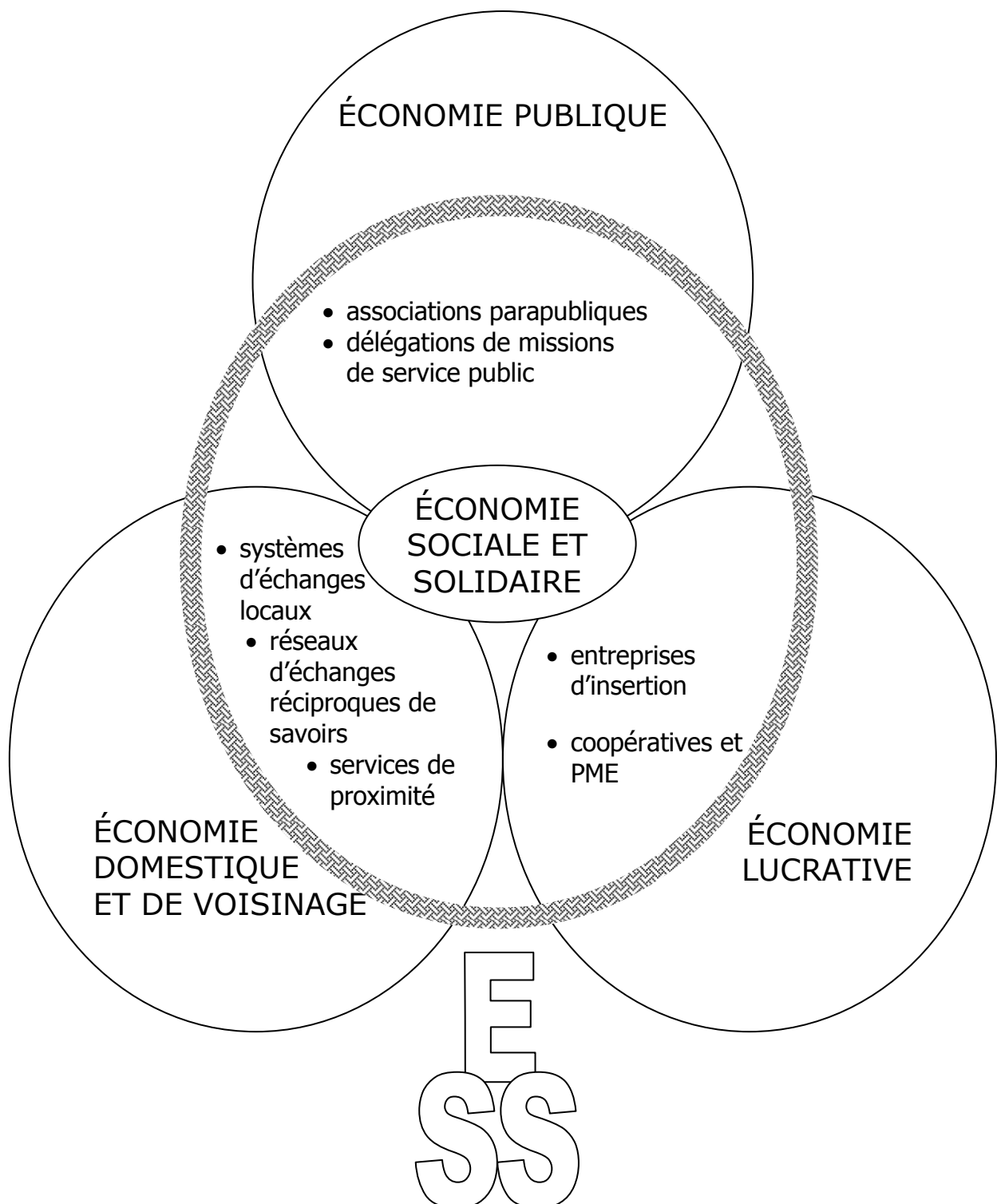
Sites internet

- ✓ Sites des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRES-S)
- ✓ Novethic, site d'information des acteurs de l'économie responsable - www.novethic.fr
- ✓ Finansol, portail des finances solidaires - www.finansol.org

L'économie sociale et solidaire, de quoi parle-t-on ?



LA PLACE DE L'ESS, TIERS SECTEUR ou CENTRALE/PLURIELLE



CHARTRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (1981)

ARTICLE 1

Les entreprises de l'économie sociale fonctionnent de manière démocratique, elles sont constituées de sociétaires solidaires et égaux en devoirs et en droits.

ARTICLE 2

Les sociétaires, consommateurs ou producteurs membres des entreprises de l'économie sociale s'engagent librement en suivant les formes d'action choisies (coopératives, mutualistes ou associatives), à prendre les responsabilités qui leur incombent en tant que membres à part entière des dites entreprises.

ARTICLE 3

Tous les sociétaires étant au même titre propriétaires des moyens de production, les entreprises de l'économie sociale s'efforcent de créer, dans les relations sociales internes, des liens nouveaux par une action permanente de formation et d'information dans la confiance réciproque et la considération.

ARTICLE 4

Les entreprises de l'économie sociale revendiquent l'égalité des chances pour chacune d'elles et affirment leur droit au développement dans le respect de leur totale liberté d'action.

ARTICLE 5

Les entreprises de l'économie sociale se situent dans le cadre d'un régime particulier d'appropriation, de distribution ou de répartition des gains. Les excédents d'exercice ne peuvent être utilisés que pour leur croissance et pour rendre un meilleur service aux sociétaires qui en assurent seuls le contrôle.

ARTICLE 6

Les entreprises de l'économie sociale s'efforcent par la promotion de la recherche et l'expérimentation permanente dans tous les domaines de l'activité humaine, de participer au développement harmonieux de la société dans une perspective de promotion individuelle et collective.

ARTICLE 7

Les entreprises de l'économie sociale proclament que leur finalité est le service de l'homme.

CHIFFRES – CLEFS

L'ECONOMIE SOCIALE EN FRANCE

- 2 millions d'emplois ; 11,7 % du PIB
- 760 000 entreprises
- 900 000 Associations 1901; 50 milliards € budget
- 60 % des dépôts bancaires
- 30 % marché agroalimentaire
- 25 % distribution
- 18 millions d'adhérents mutualistes santé = 14 M€(FNMF)
- 16 millions sociétaires Mutuelles Assurance (GEMA)
- 1 voiture, 1 maison sur 2 assurés

L'ECONOMIE SOLIDAIRE EN FRANCE

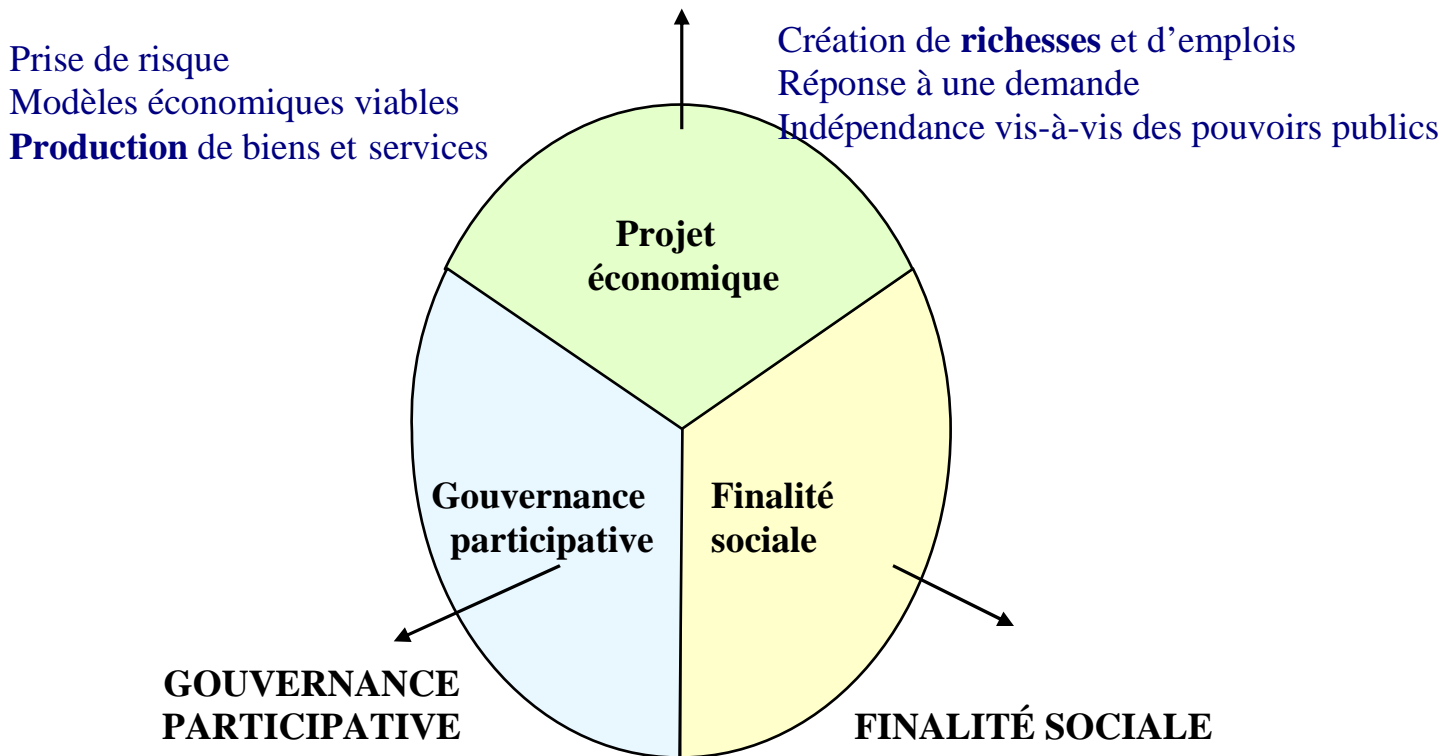
- 5 000 structures d'insertion, 70 000 emplois permanents, 250 000 à 400 000 personnes en insertion
- France active = 36 fonds territoriaux
Soit 190 000 épargnants solidaires – 800 M€ en cours

L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN ALSACE

- 11,4 % des établissements régionaux = 12 000 établissements
- Association : 2/3 des établissements ; 8 établissements sur 10 dans les services
- 121 structures d'insertion par l'activité économique accueillent plus de 10 000 bénéficiaires, qui représentent un total de 2500 ETP en insertion
- Nombre de salariés au total : 69 388 dont 44 931 dans les associations
- 11,5 % de l'emploi régional

Entrepreneuriat social et solidaire

PROJET ECONOMIQUE SUR LE MARCHE



Implication et participation de parties prenantes, garantes du projet
Processus de décision non fondé sur la propriété du capital
Rémunération limitée du capital
Excédents au service des hommes et du

Lutter contre l'exclusion
Créer ou maintenir des emplois durables et de qualité
Valoriser un territoire fragile
Garantir un juste revenu aux producteurs
...